



L'INFOLETTRE TRIMESTRIELLE DU RÉSEAU COOPÉRATIF -SEPTEMBRE 2020-

Le **Réseau coopératif Europe-Écologie-Les-Verts** est l'un des deux collèges du **Mouvement EELV**. Il se distingue du collège Parti politique par sa structure horizontale.

Rédigée par des membres du **Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)**, cette **infolettre** a pour objectif de présenter la diversité des actions et engagements des **Coopérateurs et Coopératrices du Mouvement EELV**.

Nos Infolettres font apparaître **les points de vue différents** qui coexistent au sein du **Réseau coopératif**. De manière toute aussi importante, elles sont destinées à faire connaître les actions militantes écologistes que nous portons ou soutenons.

Bonne lecture !

Le Comité de rédaction

SOMMAIRE

- **Les Journées d'été des écologistes chez soi toute l'année !**
- **Avant la grande kermesse électorale des présidentielles.**
- **La transition alimentaire, cette grande oubliée...**
- **Parlons masque !**
- **J'ai lu.**
- **Pensez à renouveler votre adhésion au Réseau coopératif !**

Les Journées d'été des écologistes chez soi toute l'année !

Cette édition 2020 des Journées d'été des écologistes (JDE) marquera une triple rupture : elle fut co-organisée par six partenaires (EELV, CAP21, Génération Écologie, Génération.S, le Mouvement des progressistes, et l'Alliance des écologistes indépendants) ; elle a dû s'adapter aux contraintes de la pandémie active sur Pantin ; et elle avait fait le choix d'enregistrer tous les ateliers en vidéo.

Ce fut une réussite, de l'avis des participants à ces trois journées, mais aussi pour celles et ceux qui étions sur nos écrans à distance.

L'enregistrement vidéo des ateliers est une évolution majeure, car il donne accès, sur le temps long du changement, aux riches débats qui ont eu lieu lors de ces JDE à travers 68 vidéos majoritairement au format documentaire de 55'.

C'est une source d'une grande richesse pour se faire une idée de ce que pensent des écologistes d'horizons divers, qui sont impliqués sur tout un tas de thèmes.

On y trouve de quoi se former, non pas à un programme écologiste, mais aux réflexions de près de 300 intervenants et intervenantes sur 68 thématiques. C'est une richesse qui devrait faire bouger les lignes progressivement, le temps pour

nous de visualiser les ateliers et de les intégrer en notre for intérieur pour faire bouger nos certitudes.

Pour les visualiser, cliquez sur :

<https://journees-ecologistes.fr/programme/>

ou sur :

[https://journees-ecologistes.fr/intervenant%
c2%b7e%
c2%b7s/](https://journees-ecologistes.fr/intervenant%c2%b7e%c2%b7s/)

Denis Guenneau,
Coopérateur EELV

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avant la grande kermesse électorale des présidentielles.

L'erreur faite à Marseille, qui a failli faire réélire l'équipe à Gaudin et son successeur, la bien nommée Vassal, se fera-t-elle aux présidentielles ?

Car n'oubliez pas qu'à Marseille Michèle Rubirola a été exclue par le Parti EELV pour imposer Barles avec très peu d'alliances. Cela a conduit à ne pas susciter assez d'espoir pour mobiliser les abstentionnistes. Ensuite, c'est de justesse finalement que, grâce au Covid, ils ont eu le temps de raccrocher les wagons et finir par rassembler toute la gauche et les écologistes. Sachant les réticences des militants LFI à voter pour quelqu'un du PS ou ceux du PS pour un leader du PC ou de LFI, seul le ciment écologiste pouvait unir tous ces forces.

Et Rubirola fut enfin élue, plus par ce concours de circonstances que par un vote massif qui lui aurait donné toute crédibilité pour agir. Le Parti l'a alors vite réintégrée, sans peur du ridicule, se vantant de cette « réussite ».

L'impression donnée n'a pas été celle d'un grand rassemblement, mais juste celle d'une manœuvre politicienne, ce que la plupart des citoyens détestent : l'abstention est restée donc très élevée et la victoire est restée trop juste pour permettre d'agir facilement.

N'espérez pas aux présidentielles qu'une subtile stratégie du même style donne un résultat : c'est un vote à deux tours sur un seul nom, et c'est celui qui aura le plus l'appui des grands

médias et disposant le plus de moyens financiers pour sa campagne qui saura rallier les moutons. Ce système est construit pour faire élire une individualité, il met plus en avant la personne que les idées, et la confiance est de plus en plus faible. Tant que les électeurs habituels seront seuls à voter, aucun changement n'est à espérer.

Mais si nous donnons envie de s'exprimer à de nouveaux électeurs, en montrant de nouvelles pratiques politiques, davantage fondées sur la richesse des différences au sein d'une équipe que sur la force de persuasion d'un leader, alors des idées nouvelles pourront espérer gagner en réveillant les abstentionnistes.

Ces déçus de la politique qu'il faut bouger, et eux ne s'intéresseront pas à vos stratégies. Ils ont besoin d'être réveillés par un autre souffle que des promesses électorales jamais tenues.

Proposez un projet de gouvernement et des changements de méthodes, détaillés jusqu'à la rédaction des textes qui seront proposés.

Montrez une équipe diverse et variée, qui n'a pas honte de ses divergences mais montre qu'elle sait gérer de façon constructive les diverses compétences. Nos différences ne seront plus des divisions mais des complémentarités.

Montrez une méthode de travail sachant gérer les conflits sans casse, au lieu d'affirmer une unité dont personne n'est dupe, car construite sur la victoire du meilleur stratège dans une concurrence effrénée.

Et ensuite, mais **seulement ensuite**, et à contrecœur parce que ce système électoral débile nous l'impose, choisissons celui qui nous paraît le plus compétent pour appliquer ce programme.

Mais en ne désignant pas celui qui plait au plus grand nombre (risquant jusqu'à 49% d'opposants), mais **celui qui déplaît au plus petit nombre** et qui aura ainsi beaucoup moins de chances de diviser.

Je propose ces outils, cet itinéraire, et je peux détailler nombre de propositions très concrètes en démontrant leur efficacité.

Alain Persat,
Coopérateur EELV,
Provence-Alpes-Côte d'Azur

La transition alimentaire, cette grande oubliée...

On ne trouve pas trace de la transition alimentaire dans le livre-programme **Bien Vivre** d'EELV, et les références à cette notion sont rares dans le discours de l'écologie politique. Il s'agit pourtant d'une composante essentielle de la transition écologique. Tentons de la caractériser.

L'alimentation figure, aux côtés du logement et de la santé, parmi les besoins humains fondamentaux. Il existe un droit à l'alimentation, consacré en 1966 par le Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC, Art.11). Cela introduit deux exigences fondamentales : la sécurité et la souveraineté alimentaires. La **sécurité alimentaire** est l'un des objectifs de développement durable des Nations Unies (FAO) qui garantissent l'abondance et une répartition équitable des ressources. Elle induit l'exigence d'une sécurité sociale de l'alimentation et d'une lutte contre le

gaspillage. Avec la notion de **souveraineté (ou d'autonomie) alimentaire**, introduite par Via campesina en 1996, ce qui est en jeu est la maîtrise par la population de ses choix alimentaires. Elle est un moyen au service de l'objectif de sécurité alimentaire. L'alimentation est ainsi aux mains des citoyens et non plus seulement dans celles des organisations supranationales et des politiques publiques. Dans cette « démocratie alimentaire », le citoyen-consommateur possède un droit de contrôle sur l'origine et la qualité des produits (transparence, labellisation) ainsi que sur les chaînes d'approvisionnement. Il peut dicter l'évolution des systèmes productifs agricoles, à la façon du bio ces dernières années.

La **crise sanitaire** a mis en évidence les faiblesses du système alimentaire mondialisé (SAM). Les risques de pénurie alimentaire en Afrique sont venus rappeler que les fondements de l'OMC n'ont pas été conçus pour assurer la sécurité alimentaire dont se réclame la FAO. Plus près de nous sont apparues des ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, validant les idées de démondialisation et de relocalisation (cf. ci-après). Cette crise nous a renvoyés aux limites des ressources alimentaires planétaires : un modèle bâti aux deux-tiers sur une alimentation animale à forte déperdition de rendement calorique, incapable de nourrir dix milliards d'habitants en 2050. Cette alimentation en flux mondiaux représente une **chaîne de vulnérabilités** à effet cumulatif : surconsommation de pétrole, dérèglement climatique, dégradation de la biodiversité et des sols, raréfaction de l'eau, atteintes à la santé, mouvements spéculatifs, émeutes sociales. Tous les ingrédients d'un possible effondrement sont ainsi réunis. Ce SAM, à dominante occidentale, est responsable du dépassement de cinq des neuf limites planétaires au sens de Rockström (avec le dérèglement climatique, les cycles respectifs de l'eau, de l'azote et du phosphore et le changement d'affectation des sols). En plus de faire circuler une nourriture à forte empreinte écologique, le SAM, d'essence foncièrement libérale, se concentre au sein d'une poignée de multinationales aux pouvoirs tentaculaires qui pèsent sur les prix en sacrifiant la qualité et organisent le « déménagement » de nombreux territoires ruraux.

De tels enjeux imposent l'émergence d'alternatives au SAM et justifient la **transition alimentaire** engagée depuis la crise des prix alimentaires de 2007-2008. Celle-ci se fonde sur **quatre piliers** :

1) **La transformation progressive des régimes alimentaires** en une alimentation moins carnée, moins riche en graisses, faisant une large place aux céréales, légumineuses, légumes et fruits (voire ultérieurement aux insectes).

2) **La démondialisation**. Il ne s'agit pas de rechercher une autosuffisance alimentaire totale : celle-ci supposerait une dimension régionale telle qu'elle créerait les conditions d'un échange inégal caractéristique de la mondialisation.

Mais plutôt de systèmes alimentaires régionalisés, suffisamment diversifiés pour rompre avec le dogme de la spécialisation régionale qui entretient la dépendance.

Des systèmes fondés sur des échanges limités et régulés entre marchés alimentaires, assurant un degré relatif d'autosuffisance. L'échelle européenne représente un bon exemple de ces systèmes régionalisés.

3) **La relocalisation**, assurant un ancrage de l'alimentation. Au-delà des dispositifs de circuits courts et des filières de proximité, il s'agit de repenser la souveraineté alimentaire aux

diverses échelles territoriales, en créant des systèmes alimentaires territorialisés (SAT). La force de l'alimentation est qu'elle peut devenir un puissant levier de développement équilibré des territoires et ces SAT s'inscrivent aussi bien dans de nouvelles formes de ruralité qu'en périphérie des villes dont elles font progresser le taux d'autonomie alimentaire. La meilleure illustration de cette évolution est la percée en France des Projets alimentaires territoriaux introduits en 2014 par la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt (LAAF).

4) **La transformation des modèles agricoles** en faveur d'une généralisation des pratiques agroécologiques. Ces pratiques offrent le triple avantage d'une reterritorialisation de l'agriculture, d'un respect du fonctionnement naturel des agro-systèmes et d'une bonne qualité des aliments produits.

Assurer la transition alimentaire, c'est articuler ces quatre piliers pour qu'ils répondent de façon systémique à l'ensemble des enjeux définis ci-avant.

Patrick Salez
Coopérateur EELV
Poitou-Charentes

Parlons masque !

Pour l'instant il semble que l'on peut poser quelques éléments simples.

➤ Premier point

Pour l'instant, se focaliser sur le port du masque imposé me semble du même ordre que de **regarder le doigt qui montre la lune**.

➤ Deuxième point

La santé publique est le résultat de notre vision individuelle de notre santé qui est aujourd'hui déléguée et médicalisée au détriment de la notion de soin.

➤ Troisième point

En ce qui concerne les gestes barrières et la « désinfection », il y a quelques années cela faisait partie de la vie, on vivait avec : on se lavait les mains régulièrement et avant de venir à table ; on ne postillonnait pas, par politesse, au visage de nos interlocuteurs ; quand quelqu'un était malade et contagieux, il était isolé, etc.

Désormais, nous vivons dans un monde dont nous devons nous protéger et que **nous pensons pouvoir aseptiser par les biocides et maîtriser par les médicaments et les vaccins**.

➤ Quatrième point

La contrainte du port du masque est la conséquence de notre vision de la santé publique. Il semble difficile et peu efficace de vouloir changer cette vision en s'opposant au port imposé du masque, qui n'est que l'épiphénomène d'une politique globale de délégation de responsabilité de la gestion de ma vie. Ce que je trouve catastrophique. **Il me semble donc important de reprendre ma vie en main** par une démarche d'individuation sociale pour aboutir à un individu/collectif.

➤ Cinquième point

Les conséquences sanitaires de notre boulimie de déplacements et de transports nous rattrapent désormais, comme le dérèglement climatique qui s'est installé en lien direct avec notre gloutonnerie énergétique.

Les virus et maladies sont constitutifs de l'espèce humaine, de la nature, de la faune, de la flore et **un savant équilibre naturel nous permet de vivre avec eux en bonne intelligence**.

Malheureusement, aujourd'hui la circulation très accélérée de ceux-ci ne laisse plus à notre nature le temps de s'adapter et « notre rationalité ordinaire », notre bon sens commun, qui n'est donc pas scientifique, va nous porter assez rapidement à moins bouger, moins nous déplacer, moins déplacer les plantes, les aliments et à vivre avec une peur que nous allons avoir du mal à maîtriser, individuellement et collectivement.

➤ Sixième point

Les pressions sécuritaires convergentes (sanitaire, alimentaire et aussi environnementale et climatique) vont changer notre modèle social et économique.

Cela se traduit déjà par des réticences à prendre les transports en commun, réticences à aller dans des lieux clos, préférences pour des espaces protégés, pour des espaces extérieurs, pour des cercles de confiance et aussi par un besoin de résilience par la proximité des autres, des produits, des fabrications, des productions.

Beaucoup de bouleversements sont prévisibles, comme la remise en cause du modèle industriel et technologique centralisé, la remise en cause d'évidences devenues discutables, comme le modèle de l'économie d'échelle permettant par l'augmentation d'une production ou d'un trafic d'obtenir soi-disant un meilleur service, sans compter la remise en cause de la valeur travail, conséquence de l'évolution du modèle de l'entreprise.

Tout cela est déjà « pressenti » mais participe encore, face aux enjeux, d'une certaine « mollesse » qui met de côté le pas nécessaire, alors que le lot de catastrophes et de dérèglements est déjà perceptible.

Ainsi ce changement, avec les transitions qui l'accompagneront, si nous ne nous reprenons en main, ne va pas se construire mais s'imposer et c'est la nature qui nous rappelle à l'ordre.

Nous nous devons d'avoir cette lucidité d'un changement irréversible et proposer des possibles acceptables, montrer que l'on peut vivre mieux ou aussi bien sans cette agitation permanente et proposer les transitions nécessaires. Nous en avons la capacité si nous nous mobilisons collectivement sur cet objectif...

Christian OLIVE
Coopérateur EELV
Languedoc-Roussillon

J'ai lu.

Très souvent, l'humain politique, y compris dans nos rangs, cache et même perd l'essentiel, en se focalisant sur des épiphénomènes, souvent importants. Cette attitude politique est rentable pour ceux qui prospèrent en trompant facilement la masse des électeurs « bien » formatés par les médias, attitude qui trop souvent dessert l'écologie.

Aurélien Barrau nous martèle l'essentiel dans son essai : **Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité**. Voici quelques citations en italique.

« À tous les vivants qui vont souffrir de notre inconséquence. Avec honte ».

« Le crime contre la vie perpétré chaque jour par une humanité plus prédatrice qu'aucune espèce ne le fut jamais dans l'histoire de la Terre peut-il perdurer indéfiniment ? Souhaitons-nous devenir la génération qui aura tout dévasté en quelques décennies ? [...] Souhaitons-nous être ceux qui ont décidé qu'ils n'auront pas de descendance ? [...] Pas question ici de morale. [...] Pas question de trouver la « vérité » ou « le bien ». [...] Il ne s'agit pas d'un choix contre un autre. Il ne s'agit pas de décider si nous préférons sauver des vies ou des biens, des espèces ou un système, un avenir ou un instant. »

L'immensité du péril est incontestable. Pour commencer à endiguer la catastrophe, « essayons tous azimuts. Chaque vie sauvée est une victoire sur la fin du monde. »

Au niveau individuel : « diminuer la consommation » et « la suralimentation carnée. » [...] Le monde non humain est une gigantesque ferme usine, une autoroute vers la mort. [...] Prendre l'avion est un geste grave et devrait être pensé comme tel... »

L'indispensable ...**décision politique :** « [...] La loi a pour rôle d'entraver certaines **libertés** individuelles qui nuiraient trop au bien commun. Et elle préserve ainsi, en réalité, les libertés essentielles. [...] Pourquoi sommes-nous libres de détruire le monde et de décider que nos enfants ne pourront pas y vivre ? »

« Il n'y a pas lieu de distinguer l'écologie du social. Ils relèvent du même geste : une pensée du commun osant déconstruire le mythe mortifère d'un humain qui n'est pleinement lui-même que dans l'exercice d'une oppression prédatrice sur ses semblables et son environnement. [...] Il est indispensable d'accompagner collectivement les réorientations professionnelles qui résulteront de ces changements... ».

L'évolution profonde : « une mutation de nos valeurs ». Il faut « renverser la valeur symbolique de ce qui est encore positivement connoté. [...] C'est l'entière de notre manière d'habiter l'espace, de hiérarchiser nos priorités, d'envisager nos réjouissances, de condamner nos agressions, de considérer nos alter ego humains et non humains qu'il faut revoir. C'est d'une révolution qu'il est question ».

Les freins psychologiques⁽¹⁾ : « le coût d'un changement d'habitude [...] ; la capacité humaine à ignorer ce qui dérange est sans limite ; [...] le cas de la catastrophe écologique est particulièrement complexe parce qu'il ne s'agit pas d'un adversaire extérieur ».

« Nos esprits sont tellement formatés par des enseignements stéréotypés, des coutumes héritées, des martèlements réitérés que la moindre tentative exploratoire sonne comme une impossible révolution. »

« Je ne suis pas très optimiste. Quand on regarde le spectacle politique, tout cet engouement autour de futilités » [...] « Pas de solution magique avec la jeunesse ; [...] l'écologie a jusqu'alors échoué car elle fut pensée comme une "coloration". [...] Réjouissons-nous des bons scores des écologistes [...]. Mais cette écologie est-elle celle dont nous avons besoin ? »

« Les "opposants" à la transition écologique ne lâcheront rien. [...] Ils sont prêts à tout pour ne rien renier de leur confort immédiat ou de leurs habitudes héritées.

La violence ? Nelson Mandela déclarait : « la résistance passive non violente est efficace tant que notre adversaire adhère aux mêmes règles que nous. Mais si la manifestation pacifique ne rencontre que la violence, son efficacité prend fin. Pour moi, la non-violence n'était pas un principe moral, mais une stratégie. Il n'y a aucune bonté morale à utiliser une arme inefficace ».

Point de satisfaction : les initiatives fleurissent. Le mouvement **Extinction rébellion (XR)** se place dans une démarche de **désobéissance civile** non violente. Il n'y a jamais eu de révolution systémique sans que le système soit empêché de fonctionner.

Confucius : « Lorsque tu fais quelque chose, sache que tu auras contre toi ceux qui voudraient faire la même chose, ceux qui voudraient le contraire et l'immense majorité de ceux qui ne voulaient rien faire. »

Marc Gérenton
Coopérateur EELV
Provence-Alpes-Côte d'Azur

¹ Quatre épisodes à lire dans l'ordre, sur le site <https://extinctionrebellion.fr/actualites/>

Pensez à renouveler votre adhésion au Réseau coopératif !

Pour un paiement par chèque, rien de plus simple ! Il suffit de télécharger le formulaire : <https://soutenir.eelv.fr/formulaire-papier/> et de l'envoyer, accompagné d'un chèque bancaire ou d'un mandat postal (disponible contre une somme en liquide dans tous les bureaux de poste), à l'ordre de **AF-EELV**, au Secrétariat de votre Région dont l'adresse se trouve avec le formulaire papier. Attention le chèque doit être obligatoirement au nom de la personne cotisante, donc deux chèques différents en cas de cotisation d'un couple.

Il est également possible de régler son adhésion par carte bancaire en se rendant sur la page du site EELV : <https://soutenir.eelv.fr/cooperer/>.

Si vous êtes imposable, les 2/3 de votre cotisation seront déductibles de vos impôts sur le revenu de 2020.

Le Comité national d'animation du Réseau coopératif



Pour réagir aux articles des infolettres, vous pouvez les retrouver sur notre site web à l'adresse <http://coop.eelv.fr/category/contributions/>

Pour le Comité national d'animation du Réseau coopératif (CNARC)